

État des pratiques : l'évolution de la gestion des risques de sécurité dans l'espace humanitaire

La gestion des risques de sécurité (GRS), comme sujet de politique et de pratique humanitaires, est un domaine d'opération actif et en pleine expansion, mais il reste pour l'essentiel peu étudié. Seul un petit nombre d'analyses globales et sectorielles de la GRS ont été publiées au cours des deux dernières décennies, et aucune d'entre elles n'est suffisamment récente pour couvrir les développements significatifs de ces dernières années. Ce rapport examine les capacités, les questions, les dilemmes et les défis actuels en matière de GRS humanitaire. Il les présente dans le contexte d'un secteur qui s'adapte en permanence pour répondre aux besoins face à l'évolution des menaces.

L'étude a montré que les organisations humanitaires, individuellement et en coordination, ont fait des progrès significatifs pour améliorer systématiquement la sûreté et la sécurité de leur personnel par des mesures proactives, laissant ainsi moins de place au hasard et à l'intuition. Si l'institutionnalisation des méthodes peut aller trop loin ou être mal appliquée, dans l'ensemble, les humanitaires ont réalisé des progrès dans un domaine difficile où il est souvent question d'enjeux de vie ou de mort et où l'on sait que le risque ne peut qu'être réduit, jamais éliminé.

En fin de compte, le succès ou l'échec de la GRS ne se mesure pas au nombre de personnes formées ou de procédures mises en œuvre, ni même aux incidents de sécurité rencontrés, mais plutôt à la manière dont les mesures ont permis d'apporter une réponse humanitaire efficace aux populations en situation de crise.

Le projet de recherche a tiré ses conclusions d'entretiens avec des informateurs clés, d'une enquête en ligne et de recherches menées dans des pays comme la Colombie, la République centrafricaine, l'Ukraine, l'Irak et l'Éthiopie.

Principales conclusions

L'élaboration de systèmes et de capacités de GRS a été significative, mais inégale

Les nouvelles menaces et l'évolution des conditions de sécurité compromettent l'accès et l'adaptabilité de l'aide humanitaire

Une grande disparité : les organisations locales et internationales ne peuvent développer la GRS au sein des modèles actuels de partenariat

Progrès significatifs dans la coordination, les contributions et les formations en GRS – et un besoin d'étendre leur portée

Difficultés d'accès et de coopération avec les parties prenantes armées

Individualiser la sécurité : Avancées vers l'approche centrée sur la personne dans la GRS

► Ces principales conclusions sont discutées plus en détail dans le résumé.

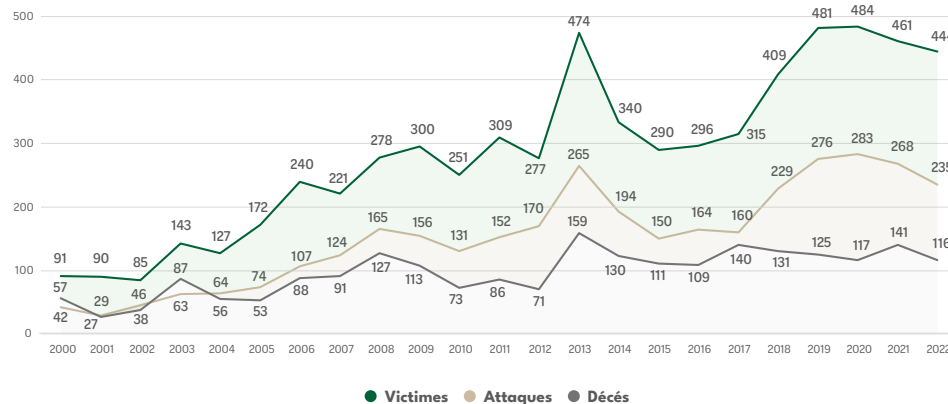
Insécurité des travailleurs humanitaires

Tendances des données relatives aux victimes

Les travailleurs humanitaires œuvrant dans des zones de conflit sont plus susceptibles de mourir d'un acte de violence que de toute autre cause professionnelle. Bien que les risques les plus importants soient concentrés dans une proportion relativement faible des contextes de réponse, le nombre de victimes reste alarmant.

Plus de 20 ans de données sur les incidents de sécurité montrent une augmentation à long terme du nombre d'attaques violentes majeures et de victimes. Cela reflète l'expansion du secteur humanitaire international, mais aussi la prolifération et l'intensification des conflits, où se déroule la majeure partie du travail d'aide humanitaire.

Schéma 1: Principales attaques contre les travailleurs humanitaires et nombre total de victimes et de décès par année, 2000-2022



Menaces émergentes et changement du paysage de sécurité

L'insécurité est très spécifique au contexte et ne suit pas de tendances globales, mais les professionnels de la sécurité humanitaire ont remarqué certains changements généraux, confirmés par les données mondiales sur les incidents, qui influencent leurs activités et leurs priorités actuelles.

Des environnements de menaces complexes

La complexité croissante des environnements opérationnels (conflits et contextes instables, marqués par un État de droit faible ou absent et de multiples acteurs armés) met à rude épreuve la capacité des organisations humanitaires à mesurer et à gérer les risques.

Les risques numériques

L'augmentation des risques numériques, y compris la désinformation, la cybercriminalité et le phénomène du risque mondialisé, est une source d'inquiétude croissante, les exemples d'hostilité en ligne se transformant rapidement en menaces réelles.

Criminalité et économies criminelles

La criminalité est l'une des menaces les plus courantes signalées par le personnel de sécurité interrogé à tous les niveaux. Les humanitaires sont également confrontés au défi de s'engager avec les acteurs criminels qui contrôlent l'accès aux lieux et aux populations.

Violences collatérales dans les grands conflits

Ces dernières années, les efforts humanitaires ont été confrontés à une montée des risques liés aux grands conflits et aux violences collatérales qui y sont associées.

La présence du groupe Wagner en Afrique

Les acteurs internationaux, comme le groupe Wagner, ont un impact significatif sur l'environnement opérationnel dans lequel les humanitaires travaillent, conduisant à des améliorations et des défis dans la dynamique de sécurité.

Extrêmes mixtes et contextes de transition

Dans tous les pays étudiés, les organisations s'efforcent de s'adapter à l'évolution des conditions de sécurité et de crise, qu'elles se détériorent ou s'améliorent.

Le développement de la gestion des risques de sécurité dans l'action humanitaire (1/2)

Le secteur humanitaire a réalisé des progrès considérables dans la mise en place de systèmes et de capacités de GRS, en particulier au cours des 10 dernières années, notamment en abandonnant les mesures de sécurité réactives et restrictives au profit d'une démarche active et habilitante de la gestion de risque. Ces progrès impressionnants ont toutefois été inégaux et ont surtout profité aux acteurs internationaux.

L'état actuel des structures de GRS et des capacités

Pratiquement toutes les organisations humanitaires internationales consultées ont des systèmes de gestion des risques de sécurité bien développés. Cela contraste avec les organisations locales/nationales, où les capacités en GRS sont encore insuffisamment soutenues et peu développées.

Les priorités d'amélioration pour les organisations internationales et nationales/locales ont été :

Les capacités en personnel de GRS

L'évaluation du risque

La planification et mise en place de mesures d'urgence

Au sein des organisations internationales, des divergences subsistent dans le soutien apporté au personnel en matière de GRS. Le personnel international est plus susceptible que ses collègues nationaux de bénéficier d'un soutien en matière de GRS, notamment de séances d'information sur la sécurité, de formations, d'une assurance médicale, d'une assurance-vie et de soins post-incidents.

Évaluation des risques et analyse

L'évaluation des risques est un élément central de la GRS et figure parmi les principales priorités des organisations consultées en matière de GRS. À présent, le processus d'évaluation des risques de sécurité est de plus en plus normalisé dans le secteur. La recherche a cependant révélé trois points importants qui méritent d'être approfondis :

Les évaluations des risques formalisées réduisent-elles le champ de vision ?

Les évaluations des risques qui se concentrent sur les risques les plus probables peuvent négliger de prendre en compte les risques qui, bien que plus faibles, auront un impact majeur.

Recours à des analyses externalisées

La tendance est à l'externalisation de l'analyse des risques, qui n'est peut-être pas toujours adaptée.

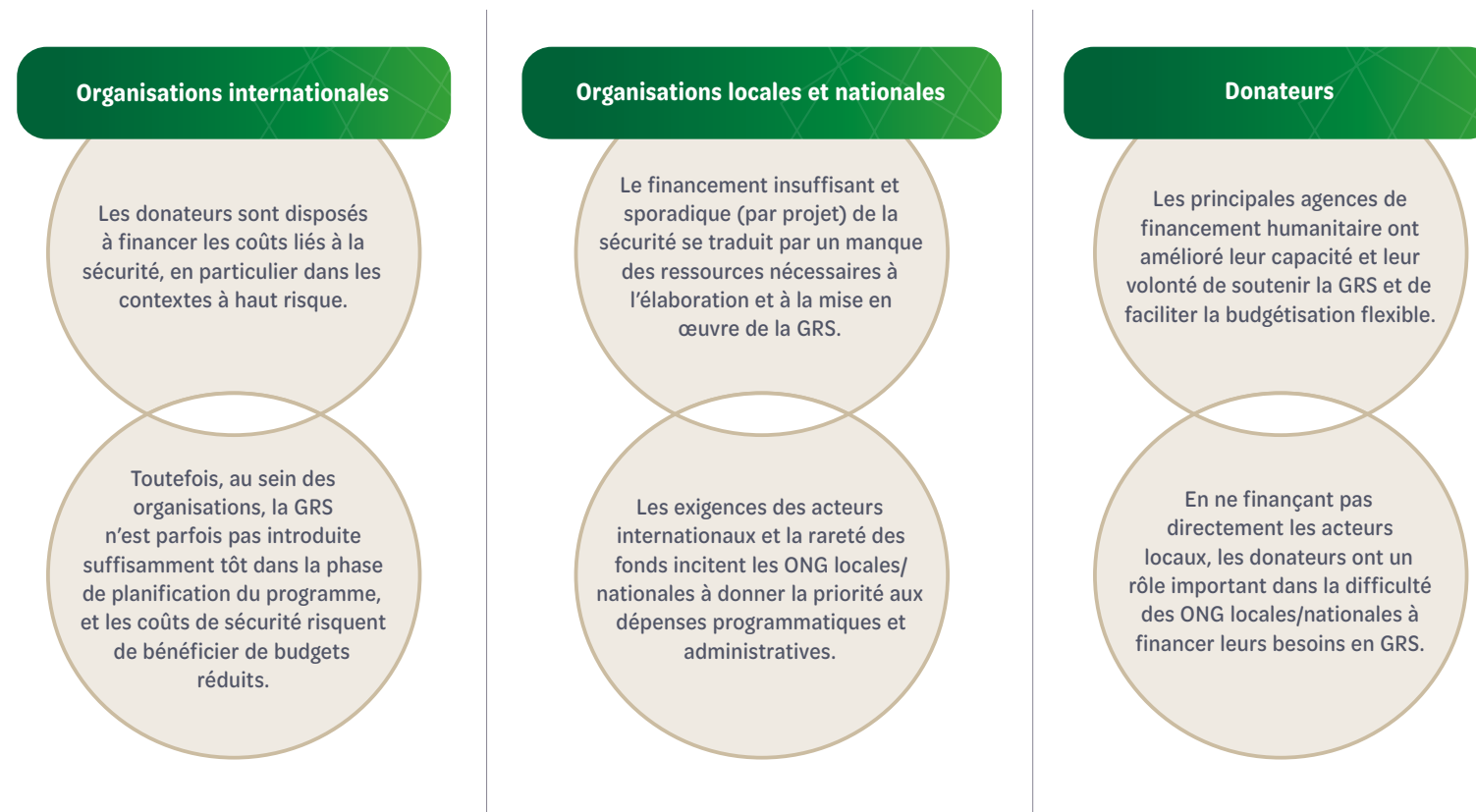
Cloisonnement des processus d'évaluation des risques

De nombreuses organisations considèrent encore l'évaluation des risques de sécurité comme une activité isolée du seul ressort des responsables de la sécurité.

Le développement de la gestion des risques de sécurité dans l'action humanitaire (2/2)

Financement de la sécurité

Des disparités demeurent parmi les différents acteurs humanitaires en ce qui concerne le financement de la GRS.



Acteurs locaux et partenariats nationaux-internationaux

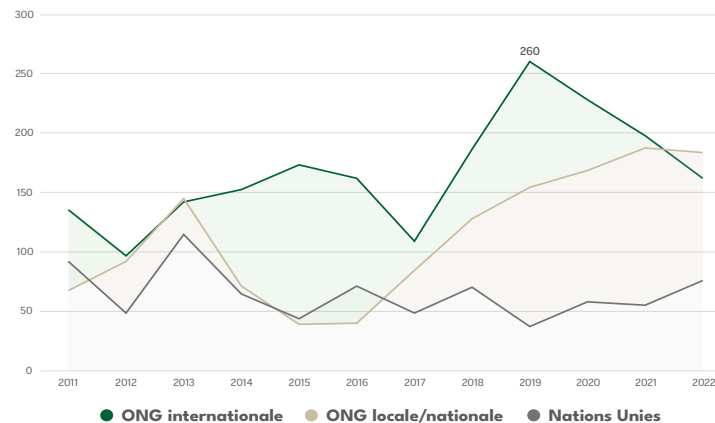
Malgré les objectifs déclarés de la communauté internationale en matière de localisation, le niveau relatif de développement de la GRS suggère que les organisations locales/nationales ont environ 20 ans de retard sur leurs homologues internationales en termes de systèmes de sécurité. Cet écart est d'autant plus problématique que les acteurs locaux assument une plus grande part de risque en tant que prestataires de première ligne.

Les acteurs locaux sont les plus exposés aux risques et aussi ceux qui reçoivent le moins de soutien en matière de sécurité

Les organisations nationales et locales ont enregistré une augmentation régulière du nombre de leurs victimes au cours des sept dernières années et, en 2022, il a dépassé celui des ONG internationales (dont le nombre de victimes a diminué depuis 2019).

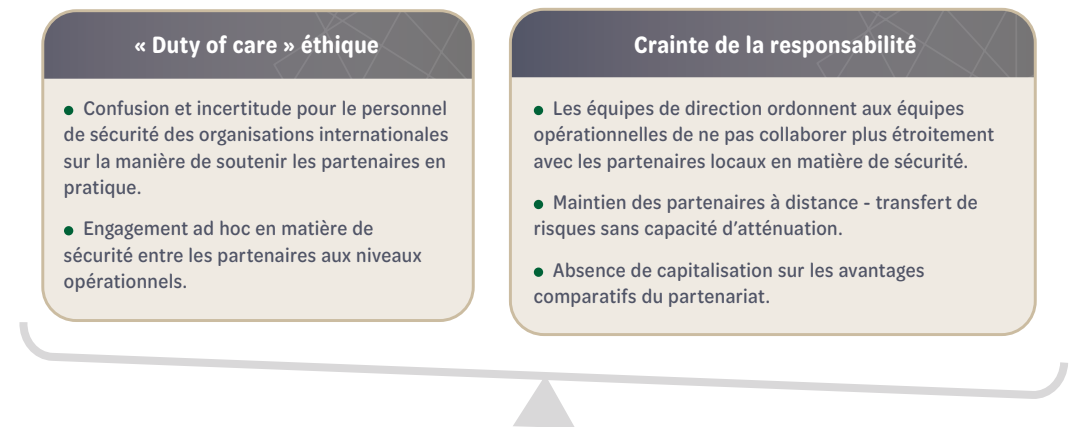
Pratiquement toutes les organisations nationales avec lesquelles nous nous sommes entretenus étaient très conscientes des risques qu'elles couraient et de la valeur du personnel et des capacités institutionnelles de GRS, mais n'avaient tout simplement pas les moyens de se les offrir. Un modèle de financement omniprésent et tenace les empêche de renforcer leurs capacités organisationnelles essentielles. Dans la plupart des partenariats, la collaboration en matière de GRS n'est ni étroite ni exhaustive et se limite souvent à un examen superficiel et unilatéral des systèmes de GRS et à la désignation de responsables de la sécurité.

Figure 2: Nombre de travailleurs humanitaires par type d'organisation, 2011-2022



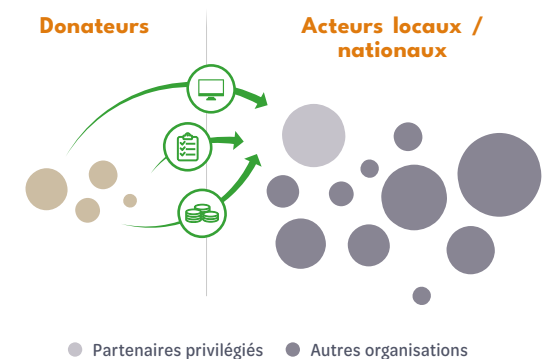
Le risque de responsabilité empêche-t-il la collaboration en matière de sécurité ?

Les professionnels de la sécurité dans les organisations internationales s'accordent généralement à dire qu'il existe un « duty of care » éthique ou moral à l'égard du personnel de leurs organisations partenaires, qu'il existe ou non une responsabilité juridique formelle. Toutefois, on craint de plus en plus que si une relation formelle avec un « duty of care » est reconnue ou implicite, un partenaire international puisse être tenu responsable de tout préjudice causé à des partenaires locaux.



Accords de partenariat qui se chevauchent et ne sont pas coordonnés

Quelques ONG locales/nationales bien établies et compétentes (souvent les seuls acteurs locaux à avoir déjà mis en place des systèmes de GRS) tendent à devenir les partenaires privilégiés de nombreuses agences internationales. Ces ONG locales/nationales sont donc obligées de jongler avec des exigences de diligence raisonnable multiples et non coordonnées, et avec les différents programmes de GRS mis en place par leurs partenaires internationaux.



Coordination de la sécurité (1/2)

Bien que certaines lacunes critiques subsistent, la coordination de la GRS aux niveaux mondial et local s'est accrue et systématisée, et sa valeur est rarement remise en question.

Coordination informelle

L'essor des plateformes de communication numérique est à la fois une aubaine et un risque pour la coordination de la sécurité. Les médias sociaux et les applications de messagerie ont permis au personnel de sécurité humanitaire de recevoir et de relayer des informations quasi instantanées, et d'organiser différentes sources d'information et de contacts pour répondre à leurs besoins. Toutefois, ces outils numériques font aussi courir des risques de :

Mauvaise information, désinformation,
et contrôle

Fragmentation
de l'information

Impermanence

Le manque de couverture de la coordination

D'après les lacunes et les besoins exprimés par les participants à l'étude, le plus grand défi pour la coordination de la GRS dans l'espace humanitaire semble être de la réaliser à l'échelle nécessaire. Les ONG locales/nationales sont sous-représentées dans de nombreux mécanismes de coordination existants conçus et dirigés par des acteurs internationaux. Dans les crises majeures, les acteurs humanitaires, en particulier au niveau local, peuvent être si nombreux et si disparates qu'aucun mécanisme international unique ne peut les couvrir et les servir tous. Il est clairement nécessaire de soutenir des plates-formes de coordination locales supplémentaires, spécifiques au contexte, qui pourraient être reliées aux organes de coordination internationaux.

Coordination formelle

Voici quelques-uns des principaux mécanismes où s'effectue la coordination formelle en matière de GRS dans le contexte humanitaire.

UNSMS (United Nations Security Management System, Système de gestion de la sécurité des Nations Unies)

- Les agences des Nations Unies sont coordonnées par UNSMS.
- L'UNDSS (United Nations Department of Safety and Security, Département de sûreté et de sécurité des Nations unies) a été créé pour soutenir et coordonner la GRS de différentes organisations des Nations unies.

INSO (International NGO Safety Organisation, Organisation de sécurité des ONG internationales)

- INSO est le principal mécanisme de coordination de la GRS au niveau pays.
- Dans les pays où il est présent, l'INSO constitue l'un des principaux liens entre les ONG et les Nations unies sur les questions de sécurité.
- Ses partisans sont bien plus nombreux que ses détracteurs, mais l'équipe de recherche a entendu des critiques récurrentes à l'encontre de la plateforme.

GISF (Global Interagency Security Forum, Forum interagence mondial sur la sécurité)

- Le GISF est une plateforme mondiale de dialogue et de collaboration, d'orientation, de recherche originale, d'outils pratiques et de modèles sur la GRS.
- Si l'adhésion au GISF est limitée aux organisations opérant dans plus d'un pays, les résultats de la recherche et certains événements sont ouverts à tous les acteurs.

Coordination de la sécurité (2/2)

SAVING LIVES TOGETHER (SLT, Sauver des vies ensemble)

- SLT est un cadre qui permet aux Nations unies et aux ONG de collaborer en matière de sécurité et de favoriser une meilleure coordination.
- Les objectifs et les fonctions de SLT restent largement incompris, et le manque de vision commune a fait de SLT une source fréquente de frustration pour le personnel des Nations unies et des ONG internationales.

PLSOs (Partner Liaison Security Operations, Opérations de sécurité en liaison avec les partenaires)

- Opérant au niveau national, les PLSO sont financés par l'USAID pour soutenir la sécurité opérationnelle de ses partenaires de mise en œuvre.
- Les PLSO ont reçu un accueil mitigé de la part de certaines ONG humanitaires.

INSSA (International NGO Safety and Security Association, Association des ONG internationales sur la sûreté et la sécurité)

- INSSA est une plateforme qui se concentre sur le développement des compétences techniques individuelles en matière de GRS et sur les normes d'accréditation pour les professionnels de la GRS dans le contexte humanitaire.

Progrès dans les contributions en matière de GRS

L'étude montre que d'immenses progrès ont été réalisés dans l'élaboration d'outils, de procédures opérationnelles standards et de ressources de formation au cours de la dernière décennie, en particulier au sein des organisations internationales.

Suivi des incidents

Le suivi des incidents de sécurité s'est largement répandu au cours de la dernière décennie, comme l'indiquent 72 % des répondants à l'enquête qui déclarent avoir mis en place un système global de signalement des incidents au sein de leur organisation, notamment la plupart des ONG locales/nationales interrogées. Malgré les progrès évidents dans ce domaine, les personnes interrogées ont mentionné trois principales difficultés :

Le manque d'enregistrement systématique des incidents affectant les partenaires de mise en œuvre et les sous-traitants.

Le besoin d'améliorer la qualité des signalements.

La sous-déclaration des incidents.

Nombre de ces difficultés ne sont ni nouvelles ni surprenantes, et un certain nombre de prestataires de formation et d'organisations internationales ont indiqué qu'ils s'efforçaient de répondre à certaines de ces préoccupations.

Soins et soutien à la santé mentale du personnel

L'équipe de recherche a relevé de nombreux exemples de risques pour la santé mentale et le bien-être, mais n'a trouvé que peu d'exemples de systèmes d'atténuation adaptés. Les soins et le soutien à la santé mentale du personnel constituent toutefois un domaine de préoccupation largement reconnu que les organisations étudient de plus en plus pour y répondre au mieux.

Formation

Dans la dernière décennie, des progrès significatifs ont également été faits dans la formation en sécurité dans le secteur humanitaire. Cela concerne les cours de sûreté et de sécurité personnelle pour les travailleurs humanitaires en général, ainsi que la formation et le développement des compétences en matière de GRS pour les professionnels de la sécurité. Les confinements de la pandémie de COVID-19 ont également conduit à une explosion des cours en ligne sur la sécurité. Toutefois, il reste encore à résoudre les problèmes suivants :

Les disparités

Le personnel local / national est beaucoup moins susceptible de recevoir une formation en sûreté et sécurité, surtout s'il travaille pour une organisation locale.

L'accès

Le manque de formation en sécurité qui soit accessible localement et dans les langues adaptées.

L'efficacité

L'absence quasi généralisée de preuves tangibles de l'efficacité des différents types de formation en sécurité personnelle.

La durabilité

Il est préoccupant que les cours HEAT désormais considérés comme la référence en matière de formation en sécurité, ne sont pas financièrement ou logistiquement accessibles aux personnes les plus exposées au risque.

La qualité

Grande disparité entre les cours HEAT de bonne qualité et adaptés au contexte (internes et externes) et les cours de moindre qualité et plus opportunistes.

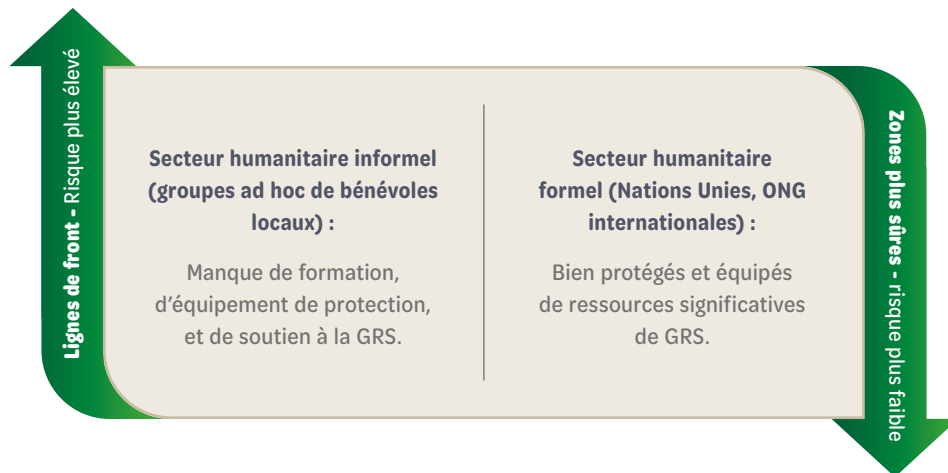
La pertinence

Tendance à la conception de cours « à l'emporte-pièce », qui manquent d'adaptation à des contextes, programmes, organisations et personnes spécifiques.

Difficultés d'accès en contexte humanitaire et rôle de la GRS

Une empreinte internationale limitée

Dans certains contextes de conflit, tels que le Myanmar, la Syrie, l'Ukraine et le Yémen, les organisations internationales ont effectivement renoncé à leur présence au profit d'organisations locales/nationales et de groupes informels dans de grandes parties du pays en raison de l'insécurité. Dans ces contextes et dans d'autres, l'accès humanitaire a été fortement limité par les menaces sécuritaires, souvent aggravées – voire dépassées – par les contraintes gouvernementales. Cette situation a créé des difficultés considérables d'accès aux personnes touchées, laissant de nombreuses zones inaccessibles aux organisations internationales. Notre équipe de recherche a constaté qu'en Ukraine, les opérations humanitaires ont constaté l'émergence d'un système à deux niveaux de culture de la sécurité humanitaire :



Défis civilo-militaires et de déconfliction

La déconfliction – le processus de coordination avec les acteurs militaires pour éviter de nuire aux opérations humanitaires et aux civils – est une activité cruciale dans les zones de conflit. Malgré des efforts sérieux et concertés pour mettre en place des mécanismes tels que le système de notification humanitaire pour la déconfliction (HNS4D), la confiance reste faible et la participation est loin d'être universelle, car de nombreux membres du personnel des ONG ont l'impression que cette participation crée plus de danger qu'elle n'en atténue. En outre, les faiblesses des mécanismes de coordination soutenant le dialogue entre les acteurs humanitaires et militaires dans les contextes de conflit (coordination civilo-militaire) ont également contribué aux difficultés

générales de coordination pour les ONG. La coordination civilo-militaire humanitaire des Nations unies (UN-CMCoord), dirigée par l'OCHA, est confrontée à un manque de ressources et parfois à un décalage entre les orientations civilo-militaires officielles et les réalités du terrain. L'attention portée à la manière dont la GRS pour les travailleurs humanitaires s'intègre dans les discussions est limitée et, dans certains contextes, il y a un manque de clarté quant à l'organe des Nations unies – OCHA ou UNDSS – avec lequel les ONG doivent se coordonner sur ces questions.

Les initiatives d'accès collectif et le lien manquant avec la GRS

L'OCHA a le rôle de point focal pour l'accès humanitaire. Ces dernières années, il a cherché à formaliser et à renforcer ce rôle, en fournissant un « ensemble minimum de services sur l'accès », notamment en dirigeant les efforts de collaboration au niveau pays en matière de plaidoyer, de tactiques pratiques et de négociations dans les groupes chargés de l'accès humanitaire. Les acteurs humanitaires apprécient énormément ces efforts et font l'éloge du leadership d'OCHA dans ce domaine, en particulier dans certains contextes, notamment en Haïti et en Ukraine. Toutefois, ces groupes de travail sur l'accès n'existent pas dans tous les contextes et, lorsqu'ils existent, l'étude a révélé un manque d'engagement avec le personnel de GRS. Ce clivage entre la GRS et les activités d'accès se retrouve parfois dans les organisations individuelles, où il peut y avoir des tensions plutôt qu'une coopération entre les équipes de GRS et le personnel des programmes travaillant sur les initiatives d'accès. Une meilleure intégration entre les stratégies de GRS et le travail sur l'accès pourrait améliorer ces deux éléments.

Accès et acceptation

Une autre façon d'envisager l'accès est de le considérer comme une série d'efforts en vue de l'acceptation et, en fin de compte, comme une mesure de cette acceptation. Les ONG qui sont présentes depuis longtemps dans une communauté reconnaissent toutes que leur intégration dans la région et la confiance établie avec les communautés et les autorités au fil du temps sont la clé de leur accès continu dans des environnements difficiles. Pour beaucoup, l'acceptation reste un objectif principal de leur approche en matière de GRS. Mais dans certains contextes de conflit, lorsqu'un ou plusieurs belligérants ne considèrent pas les organisations humanitaires comme des acteurs neutres et n'accordent pas au personnel humanitaire le statut de protection que leur confère le droit international humanitaire, les stratégies d'acceptation ne suffisent pas pour obtenir un accès sécurisé. Un débat plus large a lieu actuellement dans le secteur humanitaire sur la question de savoir si les approches basées sur la solidarité avec les populations opprimées sont plus appropriées dans des contextes tels que le Myanmar et l'Ukraine, plutôt que l'acceptation basée sur les principes humanitaires de neutralité et d'impartialité.

La GRS et l'individu

De nombreux praticiens ont évoqué la nécessité d'intégrer la diversité et l'inclusion dans la GRS, à deux égards : premièrement, en ce qui concerne l'influence que peuvent avoir les caractéristiques de l'identité sur les risques encourus par les travailleurs humanitaires et, deuxièmement, pour diversifier les profils du personnel de sécurité lui-même.

Les personnes dans les rôles de GRS

L'une des principales tendances identifiées par l'équipe de recherche et les personnes interrogées est la diversité croissante des profils des professionnels occupant des postes dans le domaine de la GRS. Globalement, les profils et les compétences des personnels de sécurité ci-dessous semblent plus nombreux que les années précédentes :

- Expérience dans le domaine humanitaire
- Individus des pays du Sud
- Femmes
- Individus ayant des compétences non techniques

Approche de la sécurité centrée sur la personne

Le consensus qui se dégage de la réflexion sur la GRS est que la sécurité personnelle d'un travailleur humanitaire est influencée par l'interaction entre le lieu où il travaille, son rôle et son organisation, et qui il est (caractéristiques identitaires intersectionnelles, telles que l'âge, le genre, la religion, l'appartenance ethnique et la nationalité). Ces dernières années, les leaders d'opinion en matière de GRS ont plaidé en faveur d'une « approche centrée sur la personne » de la sécurité, qui vise à intégrer les risques liés à l'identité dans les approches organisationnelles de la GRS.

Fondamentalement, une approche centrée sur la personne consiste à mettre en place des mesures appropriées d'atténuation des risques en fonction des niveaux de risque individuels, et non à réduire les possibilités offertes aux membres du personnel en raison de leur profil de risque individuel.

De nombreux personnels de sécurité interrogés dans le cadre de cette étude connaissaient l'approche et l'approuvaient, mais ne savaient pas comment l'aborder dans le cadre de la structure de GRS de leur organisation. Quelques-uns des principaux sujets en cours de discussion dans ce domaine sont présentés ici.

Évaluations individualisées des risques

- L'évaluation individualisée des risques est une méthode essentielle pour mettre en œuvre une approche centrée sur la personne, en particulier lorsqu'elle est effectuée pour le personnel avant le voyage, mais cette attente n'est pas toujours réaliste pour les organisations dont le personnel est souvent déployé et qui ont des équipes importantes dans le pays.

Partage d'informations

- Certaines organisations ont choisi d'informer leurs personnels des risques de manière plus générale (par exemple, en fournissant des informations sur les risques encourus par le personnel LGBTQI dans certains pays) et de les encourager à faire part de leurs préoccupations s'ils le souhaitent.
- L'adoption d'un processus détaillé de consentement éclairé, qui fournit suffisamment d'informations pour permettre aux individus de prendre des décisions éclairées en matière de sécurité personnelle, permettrait à une organisation d'adopter une approche centrée sur la personne et l'aiderait également à remplir ses obligations en matière de « duty of care ».

Préoccupations concernant la discrimination

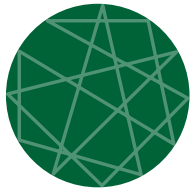
- De nombreux professionnels de la sécurité ont déclaré être confrontés à une question épineuse : quand le fait d'aborder les questions d'identité liées à la sécurité constitue-t-il une forme de « soutien » et quand est-ce « discriminatoire » ?
- Toutefois, à l'inverse, l'approche de « ne pas poser de questions, ne rien dire » augmente le risque que les décisions de sécurité concernant la vulnérabilité personnelle soient aléatoires et fondées sur les croyances et les préjugés de chaque décideur.

Avantages de l'institutionnalisation

- Une approche institutionnelle et systématique peut réduire le risque de discrimination et d'inégalité, et favoriser une culture d'ouverture et de discussion sur les risques différenciés.

Exemples pratiques d'une approche centrée sur la personne en matière de sécurité

- Intégrer le risque basé sur l'identité dans la formation, l'évaluation des risques, les mesures d'atténuation des risques et les documents d'orientation sur les voyages.
- Communication générale sur les risques basés sur l'identité et soutien organisationnel disponible.



Conclusion et recommandations

(1/2)

Les progrès considérables réalisés par les organisations humanitaires dans la gestion des risques de sécurité sont démontrés par leur travail continu dans des contextes de crise à haut risque et sont largement reconnus par les praticiens du secteur humanitaire. Pour tirer parti des progrès accomplis, la prochaine phase d'efforts doit se concentrer sur l'extension des capacités et des compétences en GRS à l'ensemble de l'espace humanitaire. En s'efforçant de combler le fossé important entre les ONG internationales et locales, en s'adaptant à l'évolution des menaces sécuritaires, en se tournant davantage vers l'avenir et en favorisant une approche centrée sur la personne dans les pratiques de GRS, nous protégerons mieux ceux qui s'engagent à mener des activités humanitaires dans des environnements de plus en plus difficiles.

Se préparer aux nouvelles menaces et aux nouveaux risques

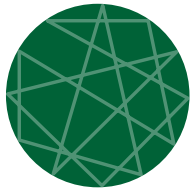
- Maintenir des processus d'évaluation des risques actualisés et réactifs, en veillant à ce que les systèmes et le personnel de GRS mènent le processus d'identification et d'adaptation à l'évolution des conditions locales et des niveaux de risque.
- Explorer la possibilité d'organiser des exercices de discussion en interne sur l'analyse prospective (« horizon scanning »), où les groupes réfléchissent à des événements improbables mais ayant un impact, afin de l'innovation et la résilience organisationnelle.
- Élargir le champ des contributions à l'évaluation des risques et à l'analyse du contexte, en réunissant des membres du personnel de différents services et de tous les niveaux de l'organisation, afin d'obtenir une meilleure compréhension du contexte.
- Déterminer les compétences et les points de contact appropriés pour évaluer les menaces et les risques émergents, y compris les fausses informations et les menaces pour la cybersécurité, et clarifier les responsabilités organisationnelles entre le personnel chargé de la GRS, des technologies de l'information et de la communication.

Localiser la GRS par le biais de partenariats plus éthiques et plus équitables

- Inciter les organisations internationales à partager, plutôt qu'à transférer, les risques de sécurité avec les partenaires nationaux et locaux. Pour ce faire, un plus grand nombre de donateurs exigent des bénéficiaires la preuve qu'ils appliquent une approche de planification et de soutien en GRS pour leurs partenaires en aval.
- Inclure le personnel de GRS dans la conception des projets avec les partenaires pour s'assurer que les considérations de sécurité sont intégrées dans les activités du programme avant que les contrats ne soient signés.
- Mettre en pratique les principes d'un bon partenariat - équité, transparence, avantage mutuel, complémentarité et responsabilité - pour aider l'organisation à passer du « transfert des risques » au « partage des risques ».
- Mettre en œuvre les recommandations antérieures en matière de financement équitable concernant l'application de frais généraux adéquats, l'inclusion des coûts de sécurité dans les budgets des programmes et l'intégration de clauses de flexibilité et de force majeure dans les contrats.

Soutenir la coordination et combler les manques de couverture

- Soutenir les plateformes de coordination nationales et locales existantes pour qu'elles intègrent et développent les capacités en GRS, et/ou qu'elles soutiennent de nouvelles initiatives locales de coordination autour de la gestion des risques de sécurité. Cette approche reconnaît que les organismes internationaux ne peuvent pas répondre aux besoins de coordination de la GRS de tous les acteurs locaux de l'espace, et qu'il y a des avantages à ce que les entités dirigées localement complètent les plateformes de coordination existantes et s'y rattachent.



Conclusion et recommandations

(2/2)

Affiner et étendre les composants existants de la GRS

- Soutenir et améliorer les systèmes de suivi des incidents pour les organisations locales et nationales afin d'assurer un suivi plus systématique des incidents de sécurité.
- Améliorer l'accessibilité et la pertinence de la formation pour le personnel et les organisations locales et nationales, de préférence par la mise en commun des ressources, afin d'offrir des possibilités de formation continue et pertinente dans les langues locales à un grand nombre de travailleurs humanitaires locaux ayant le plus besoin de formation.
- Faire davantage pour le bien-être et la santé mentale du personnel, par le biais d'un soutien à la santé mentale adapté à la culture et d'un environnement de travail favorable.

Utiliser la GRS pour permettre d'améliorer l'accès humanitaire, non de l'entraver

- Intégrer la GRS dans les initiatives d'accès pour garantir l'inclusion de stratégies d'atténuation des risques et d'une expertise en matière de GRS dans les initiatives et négociations en cours en matière d'accès, et pour éviter le cloisonnement croissant de l'accès et de la sécurité au sein des organisations et d'une organisation à l'autre. Il faut pour cela renforcer l'idée que la GRS vise à améliorer, et non à entraver, l'exécution des programmes et qu'elle n'est pas une fin en soi.
- Remédier aux faiblesses de la déconfliction par le biais d'une stratégie collective d'engagement avec les gouvernements sur les questions de confiance et de redevabilité.

Propager l'approche centrée sur la personne

- Institutionnaliser la prise en compte des risques basés sur l'identité dans les systèmes de GRS, pour que cette approche de la gestion et de l'atténuation des risques soit plus répandue et plus « monnaie courante » qu'elle ne l'est actuellement.
- Créer une culture organisationnelle favorable à une grande variété d'identités et de profils de risques personnels, favorisant ainsi un environnement propice à la diversité des identités.
- Veiller davantage à la diversité des profils du personnel de GRS pour disposer d'un groupe diversifié d'experts en sécurité offrant une combinaison équilibrée de compétences et de compréhension de la GRS, de la programmation et des principes humanitaires.